

Tunisie : tirs croisés contre Rached Ghannouchi

Les positions de Rached Ghannouchi, le chef du Parlement tunisien, suscitent une nouvelle fois la colère dans le pays.

Les félicitations de Rached Ghannouchi adressées, mardi dernier, à Fayez al Sarraj, le Premier ministre libyen, dérangeant. C'était lors d'un appel téléphonique à la suite de [la reprise de la base stratégique d'al-Witya, dans l'ouest libyen, jusqu'alors aux mains des forces de Khalifa Haftar](#). Plusieurs partis politiques au sein du Parlement considèrent que ces déclarations sont en contradiction avec la position officielle tunisienne, qui impose la neutralité vis-à-vis de la Libye.

Les pressions sur Rached Ghannouchi s'accroissent, et ne viennent pas que du Parlement

Ce jeudi, à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), ce sont sept partis politiques à Tunis, dont le Parti des travailleurs et le Parti socialiste, qui estiment l'attitude du président d'Ennahdha inadéquate avec sa fonction à la tête du Parlement. Ils dénoncent « *une façon d'outrepasser les institutions de l'Etat, de les impliquer dans le conflit libyen aux côtés des Frères musulmans* » et accusent Rached Ghannouchi de privilégier « l'intérêt des Frères musulmans à ceux de la Tunisie ».

Quatre autres partis, dont deux participant à la coalition gouvernementale, Qalb Tounes et Tahya Tounes, appellent quant à eux à tenir une séance de dialogue sur de la diplomatie parlementaire. « *Le problème, c'est d'impliquer le Parlement dans des positions politiques dont certaines ne s'accorderaient pas avec la diplomatie tunisienne* », a déclaré Mostapha ben Ahmed, chef de file des parlementaires du parti Tahya Tounes.

Quant à Abir Moussi, qui préside les parlementaires du parti Dostorien, elle accuse le président Rached Ghannouchi « *d'entretenir des relations non-officielles avec les parties étrangères et d'avoir un agenda secret* ». Des agissements « *obscurs* », selon elle, qui la poussent à demander la destitution du président. Elle a été rejointe par deux autres partis de la gauche tunisienne, le Mouvement démocratique et le Mouvement du peuple.

Rached Ghannouchi accusé de mettre en danger la sécurité nationale

Au début de l'année, les appels à retirer la confiance à Rached Ghannouchi se sont multipliés après [sa visite en Turquie, en janvier](#), et sa rencontre à huis clos avec le président Recep Tayyip Erdoğan. Sa participation en mars dernier à une conférence internationale organisée par le Qatar avec des Frères musulmans a accentué la pression, et il est désormais accusé de mettre en danger la sécurité nationale tunisienne par ses prises de positions.

Rached Ghannouchi est également confronté à une campagne populaire qui appelle à son audition sur l'origine d'une présumée fortune. La pétition qui circule depuis une semaine a recueilli des milliers de signatures.

[La fronde est aussi au sein du parti Ennahdha](#), où fusent les appels à la démission. Plusieurs hauts responsables ont démissionné durant ces derniers mois, dénonçant sa façon de gérer le mouvement.

Face à ces pressions, les proches de Ghannouchi dénoncent quant à eux une campagne orchestrée et financée par l'étranger.